

# La transition énergétique, pour un monde plus sûr!

**La transition énergétique n'est pas qu'une affaire... d'énergie! Elle est aussi un bouclier contre les bouleversements liés aux changements climatiques, contre les risques sanitaires et industriels majeurs, contre la dépendance financière vis-à-vis de l'extérieur, contre la précarité énergétique.**



**Thierry Salomon**

Cofondateur et vice-président de l'association Négawatt

**Imaginons une politique** énergétique en rupture avec le système énergivore et centralisé actuel, mettant la priorité sur la sobriété et l'efficacité énergétique, et sur les énergies renouvelables. Quelles en seraient les conséquences sur les risques, que ceux-ci soient à l'échelle de la planète, d'un territoire ou bien au niveau des ménages?

Un tel scénario, le scénario «Négawatt»<sup>1</sup>, a été étudié par 15 experts de l'énergie, publié en 2011 puis révisé en 2013 pour le débat national sur l'énergie. Il démontre que l'exploitation de tous les «gisements de négawatts» – c'est-à-dire la mise en œuvre d'une politique volontariste de sobriété et d'efficacité – permet en 2050 de réduire nos besoins en énergie finale de plus de 55 % par rapport à aujourd'hui. Dans ce scénario, les énergies renouvelables fournissent 91 % des besoins énergétiques de la France en 2050. Le pétrole, remplacé peu à peu par le gaz renouvelable et l'électricité dans les transports automobiles, est

progressivement limité à l'aviation et aux usages dans la pétrochimie. Le gaz naturel d'origine fossile se maintient au même niveau qu'aujourd'hui jusqu'en 2035, puis est lui aussi remplacé peu à peu par le gaz renouvelable.

## Transition énergétique et risques majeurs

Concernant les risques liés au **changement climatique**, ce scénario est sur la trajectoire très ambitieuse mais impérative de la Cop 21 : en 2030 deux fois moins d'émissions de CO<sub>2</sub> qu'en 2010, et 15 fois moins en 2050, malgré l'arrêt progressif de la production nucléaire.

Tous les autres risques environnementaux sont également diminués voire supprimés : moins de **risques sanitaires** (particules, COV), bien moins de **risques industriels majeurs** (marées noires, pétrochimie) et à terme plus aucun **risque nucléaire** (hors stockage et démantèlement).

Une partie des **risques terroristes potentiels** seraient aussi considérablement réduits. Rien de commun entre les dommages d'un attentat sur des installations utilisant les renouvelables, ou celles nucléaires, d'une inquiétante fragilité intrinsèque<sup>2</sup> : une attaque terroriste, y compris organisée de l'intérieur<sup>3</sup> ou bien cybercriminelle, pourrait avoir des conséquences dramatiques.

## Transition énergétique et risques économiques et géopolitique

Notre fragilité est aussi liée à notre lourde **addiction aux énergies fossiles**, particulièrement pour la mobilité des personnes et des marchandises, un secteur où 98 % de l'énergie nécessaire est à base de produits pétroliers. Notre dépendance pétrolière et gazière est totale vis-à-vis des pays producteurs, Russie et monarchies pétrolières en tête. Or, le coût du brut est hautement spéculatif, sujet à des variations erratiques ou géopolitiques<sup>4</sup> ayant une incidence considérable sur notre économie et donc *in fine* sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Un scénario de type Négawatt diminue cette pétrodépendance en agissant sur la sobriété (autopartage et covoiturage, fret plus optimisé, etc), l'efficacité (véhicules bien mieux adaptés à l'usage, alternatives modales) et les renouvelables (électricité et carburant biométhane d'origine renouvelable).

Sur un plan plus national et territorial, l'**hypercentralisation** de nos moyens de production et de distribution électrique à haute tension constitue un réel point de fragilité face à des agressions

1. Pour une approche détaillée du scénario «Négawatt», on consultera le site [www.negawatt.org](http://www.negawatt.org) et le livre *Manifeste négawatt*, nouvelle édition 2015, 385 p., coll. Babel, Actes Sud, octobre 2015.

2. Les installations nucléaires doivent après une mise à l'arrêt d'urgence, être refroidies coûte que coûte. Faute d'avoir pu le faire, les combustibles radioactifs de trois des quatre réacteurs de Fukushima ont fondu en quelques dizaines d'heures.

3. EDF vient de relever que plusieurs de ses salariés travaillant dans les centrales nucléaires ont été écartés pour «*islamisme radical*». Rien n'est dit sur les sous-traitants, alors que l'on a pu relever jusqu'à 6 niveaux de sous-traitance sur certains sites.

4. La France est à la merci d'une crise géopolitique majeure pouvant survenir à tout moment, par exemple un blocage du détroit d'Ormuz où transite 40 % du pétrole mondial, avec par voie de conséquence une brusque remontée des cours du brut vers les 100-150 \$.

5. Aucune des éoliennes autour de Fukushima n'a été endommagée après le *tsunami*.

« **Négawatt, un scénario sur la trajectoire très ambitieuse mais impérative de la Cop 21** »



Photo Masentre via Flickr

## « La transition énergétique conforte la robustesse, l'autonomie et la résilience de notre société et de nos concitoyens face aux chocs économiques et géopolitiques »

sur le réseau ou à des événements climatiques extrêmes. Les renouvelables, en multipliant le nombre d'installations (plusieurs centaines de milliers de sources de production contre 58 réacteurs nucléaires) sont bien plus robustes face à de tels événements<sup>5</sup>. Une organisation énergétique très décentralisée, plus souple, plus fractale renforce la capacité à résister à des événements imprévus pouvant amener à un *black-out* du réseau.

Notre facture énergétique actuelle est de l'ordre de 54 milliards d'euros, soit autant que le plus important poste budgétaire ministériel, celui du ministère de l'Éducation nationale ! Une transition énergétique bien conduite **réduirait notre dépendance financière** en produisant à partir de nos propres ressources, ce qui reviendrait à réinjecter ces 54 milliards dans notre économie avec un bénéfice majeur sur l'emploi, chiffré à plus de 600 000 emplois nets.

### Transition énergétique et risques sociaux

Enfin les risques sont doublement atténués au niveau des ménages. Une politique de transition énergétique de type Négawatt agit en effet sur les deux composantes des factures énergétiques : la quantité (le nombre de kWh consommés) est diminuée par les **actions de sobriété et d'efficacité énergétique**, et les prix unitaires de l'énergie (les €/kWh) sont bien mieux **stabilisés sur le long terme**. Le recours aux renouvelables permet en effet de prévoir un coût futur de l'énergie avec une grande certitude. Ainsi, le prix du kWh produit par une éolienne est très bien identifié sur les 20 à 30 ans qui viennent : le vent sera toujours là gratuitement, et l'on connaît avec précision tous les coûts liés à

l'exploitation d'un parc éolien terrestre y compris son démantèlement. À l'inverse personne n'est en mesure aujourd'hui de prédire le prix du baril de brut dans quelques mois – et pas vraiment les économistes, incapables depuis des décennies de prévoir les violentes embardées du prix du pétrole...

La transition énergétique permet aussi d'atténuer la **précarité énergétique** qui concerne aujourd'hui plus de 8 millions de personnes en France. La part de l'énergie dans leurs charges est de plus en plus élevée, et ces dépenses

sont le plus souvent contraintes et très peu compressibles : la transition énergétique est l'une des rares possibilités de renforcer structurellement leur pouvoir d'achat.

La transition énergétique n'est donc pas un simple vœu d'écologistes préoccupés seulement par les atteintes à la planète. Elle conforte la robustesse, l'autonomie et la résilience de notre société et de nos concitoyens face aux chocs économiques et géopolitiques. Elle est un réel facteur de sécurisation des charges des ménages, et un levier pour fonder une prospérité sur des richesses naturelles locales et permanentes, sur des richesses bien réelles et non virtuelles trop souvent opaques et spéculatives. ■

Légende ?

